ON DEMANDE SI LES PRÊTS CONSENTIS PAR LE CANADA LE SONT À MÊME LES DÉPÔTS DES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Ma question est bien claire, bien précise et bien nette. On ne sait pas davantage si les prêts consentis le sont à même les dépôts des obligations d'épargne du Canada ou s'il s'agit d'un crédit qui est créé de toute pièce?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, si le député se reporte à ma réponse d'hier, j'ai donné un exemple où le gouvernement lui-même devait payer de l'intérêt. J'aurais certainement pu prendre un autre exemple que celui des obligations d'épargne; j'aurais pu choisir celui des émissions d'obligations du gouvernement du Canada. Il y a une quinzaine de jours il y a eu, je crois, une émission portant un intérêt de 10 p. 100, payé à ceux qui voulaient prêter au gouvernement pour une période, je crois, de 20 années. Alors, quand le gouvernement va chercher de l'argent par voie d'emprunt chez le contribuable, il paie de l'intérêt, et il est normal que lorsqu'il prête à d'autres, que cet intérêt soit remboursé, encore une fois, soit par l'emprunteur, soit par le contribuable lui-même.

* * *

● (1420)

[Traduction]

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LES DONS AUX PARTIS POLITIQUES—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES POSSIBILITÉS DE FRAUDE FISCALE

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national. Peut-il dire à la Chambre si, à la suite des enquêtes sur les pratiques relatives au rassemblement de fonds pour un parti, ce qui, d'après l'un des mandats de la Gendarmerie royale, fait partie de l'enquête générale menée sur l'affaire Sky Shops, ses enquêteurs ou lui-même ont contacté la GRC pour voir dans quelle mesure des sociétés et des particuliers ont fait des dons aux partis politiques avant d'avoir payé l'impôt?

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): Nous faisons une enquête à ce sujet, mais ce n'est pas le moment de faire des commentaires. Si le député veut bien attendre une quinzaine de jours, nous aurons davantage d'informations à lui donner.

M. MacKay: J'aimerais remercier le ministre pour cette réponse et lui demander de tenir cette promesse et de faire rapport à la Chambre en temps et lieu; en effet, il est possible que l'on ait perdu ainsi des millions de dollars en recettes fiscales si cette pratique a été largement répandue.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LE RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL—L'INEFFICACITÉ DES MÉTHODES DE GESTION FINANCIÈRE—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le vérificateur général a conclu, dans son rapport déposé hier, que la façon dont le gouvernement gère et contrôle les finances

Questions orales

est nettement au-dessous des normes acceptables d'efficacité et il a recommandé la création d'un organisme spécial chargé de coordonner la surveillance des dépenses gouvernementales. Comme cette conclusion et cette recommandation mettent en doute la compétence du Conseil du Trésor et son aptitude à redresser la situation, j'aimerais demander au premier ministre s'il a l'intention de prendre personnellement des mesures pour régler ce problème des plus sérieux.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'accepte pas le préambule de la question, surtout à propos du Conseil du Trésor. Naturellement, nous sommes gravement préoccupés par l'état de choses dont parle l'auditeur général et nous étudions sérieusement les recommandations qu'il nous a soumises concernant l'établissement d'une division ou d'un organisme spécial. Au début de l'année prochaine, j'espère être en mesure d'annoncer la réponse donnée par le gouvernement à ces recommandations. Dans l'immédiat, il est certain que le gouvernement souhaite vivement s'inspirer du rapport de l'auditeur général et améliorer l'efficacité de son système de comptabilité.

* * *

L'AUDITEUR GÉNÉRAL

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE S'INSPIRANT DU RAPPORT DU COMITÉ INDÉPENDANT DE RÉVISION

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): A la page 9 de son rapport, l'auditeur général dit avoir été avisé que le cabinet est en train d'étudier le rapport du comité indépendant de révision des fonctions de l'auditeur général du Canada et qu'il soumettrait des propositions sous la forme d'un avant-projet de loi. Le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement a pris une décision là-dessus et quand il compte présenter un projet de loi?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Cela ne fait pas de doute. Le gouvernement étudie la question et s'il décide de prendre des mesures il l'annoncera de la manière habituelle.

* * *

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA POSSIBILITÉ DE RECOURS AU CABINET POUR LES GROUPES TOUCHÉS PAR LES DÉCISIONS DE L'ORGANISME

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et fait suite à celle du chef de l'Opposition. Il semble que le ministre des Postes a fait et continue de faire des interventions auprès du cabinet au sujet de la décision de la Commission de lutte contre l'inflation concernant le règlement du conflit postal. Puis-je savoir si le cabinet est disposé à entendre le point de vue d'autres groupes aussi ou d'autres commissions au sujet desquels la Commission de lutte contre l'inflation a rendu des décisions?